

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

N° 86 du 01 au 28.02.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Léon Camus : Iran vs États-Unis... la guerre de Mars ?

Arrêtons la guerre avant qu'elle ne commence.

IRIB : Pourquoi Israël ne peut pas attaquer l'Iran!

[Moscou et Pékin ont surtout voulu protéger Téhéran.](#)

RIA Novosti : Les Iraniens apprennent à vivre sous les sanctions occidentales .

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

Ahmadinejad : [Une humiliation pour l'humanité.](#)

1) Politique Iranienne

[Préparation à la guerre](#)

2) Politique des Usa

[Préparation à la guerre](#)

Carol Gold : ["Obama cherche à satisfaire le lobby sioniste pour des fins électorales".](#)

Dans les coulisses et au sénat

Kurt Nimmo : Grande sœur admet que les Etats-Unis ne sont menacés de menaces terroristes ni par l'Iran, ni par le Hezbollah

Sur le terrain

Manifestations pacifistes contre une possible guerre avec l'Iran

Les organisations mondiales

1 Otan-Isaf

Dans les coulisses

[L'OTAN se heurte à la Russie et à la Chine.](#)

Les Voisins

Tiré à Part

Léon Camus : Iran vs États-Unis... la guerre de Mars ?

Les deux attentats de Dehli en Inde et de Tbilissi en Géorgie contre des « intérêts » israéliens, préludent-ils à un conflit imminent du camp « occidentaliste » contre la République islamique d'Iran ? Des « attentats » plus ou moins manqués dont les déflagrations virtuelles (c'est-à-dire médiatiques) résonnent déjà comme des coups de semonce, ou mieux comme les trois coups préluant à un lever de rideau sur la

tragédie que tous les « grands de ce monde » nous annoncent mezzo voce, les Obama, Netanyahu, Cameron, Sarkozy et consorts...

Des intentions belliqueuses affichées certes depuis longtemps, à telle enseigne que l'opinion publique occidentale a fini par se lasser et ne plus y croire, toute occupée qu'elle est par une crise sociétale, bien présente et passablement oppressante. Reste que nous assistons à l'heure actuelle à la concentration la plus importante de forces américaines et « alliées » depuis 1991, la première guerre du Golfe et l'Opération Tempête du désert. En mars prochain, l'Armée américaine aura de cette façon concentré quelque cent mille hommes aux abords immédiats des rives iraniennes : cinquante mille prépositionnés dans ses différentes bases du Qatar, de Bahreïn ou de Djibouti, et cinquante mille nouveaux venus sur ses bases de Socotra, un îlot yéménite sur l'Océan Indien à quelques miles de la Corne de l'Afrique, et de Masirah en mer d'Oman.

Mais sieur Obama attaquera-t-il l'Iran au printemps ou à l'automne ? Qui prendra l'initiative de Washington ou de Tel-aviv ? Le président des É-U s'est montré récemment préoccupé à l'idée que l'État hébreu puisse se lancer seul dans l'aventure au motif « *de ne pas dépendre de la décision américaine* » [Netanyahu dixit]. Mais peut-il se laisser devancer par son 51^e état qui affiche insolemment la capacité de détruire, sans aide extérieure (!), les sites nucléaires iraniens ? Ou mieux, laisser croire qu'il en a le pouvoir : parce qu'entre autres faiblesses, ses chasseurs-bombardiers F16 sont hors d'âge... quoiqu'Israël dispose de sous-marins allemands susceptibles de tirer des missiles de croisière depuis le Golfe (ces sous-marins ayant franchi le canal de Suez sans encombre avec l'approbation de la junte militaire égyptienne).

Donc M. Obama, sous l'irrépressible chantage israélien et dans le contexte de sa propre campagne de réélection à la présidence des É-U, pourrait finalement opter par une offensive de printemps... Et, de même que « *l'on ne change pas de cheval au milieu du gué* », tout comme en France, l'électorat américain pourrait être tenté de reconduire dans ses fonctions l'homme qui possède seul le pouvoir de faire ou ne pas faire la guerre ! Nos soi-disant démocraties possèdent en effet ceci de remarquable qu'un seul homme tient entre ses mains le sort des nations, autrement dit la vie et la mort de millions d'êtres ! Une concentration de pouvoirs inouïe entre les mains de personnages issus d'appareils et de processus souterrains de sélection singulièrement opaques. Pouvoirs qui pourraient être beaux et bons s'il en était usé à bon escient pour sauvegarder la paix entre les peuples et non pour lancer des guerres d'agression enveloppées d'un épais brouillard de mensonges. Et ce qui vaut pour Obama vaut aussi pour M. Sarkozy qui pourrait se voir « sauvé par le gong » juste avant une échéance s'annonçant aussi fatidique qu'aléatoire pour lui et son clan.

Bien sûr lancer l'armée américaine (qui n'en peut mais, et même freine des quatre fers) dans une nouvelle aventure après les déconvenues afghanes et irakiennes, compte tenu de l'endettement colossal de l'État fédéral, ne serait-ce pas suicidaire ? Pas tant que ça, les industries de l'armement tourneront à plein rendement et le Congrès américain se verra bien contraint et forcé de voter les crédits subséquents. Après tout, une guerre n'est-elle pas la meilleure issue possible à la crise systémique que nous connaissons aujourd'hui ? Encore faut-il que la responsabilité d'une guerre dont on sait où elle démarrera mais point du tout ni quand ni où elle s'achèvera, pas plus que jusqu'où elle s'étendra, en soit attribuée non à l'agresseur mais à l'agressé... la victime étant par définition, dans le monde inversé qui est le nôtre, définitivement coupable du crime !

États-Unis, Israël, Union européenne fourbissent leurs armes contre l'Iran

Si le site Juif.org titrait ce lundi 13 février « *Les forces américaines se préparent à affronter l'Iran* »¹, il n'est plus temps d'y voir une simple vantardise, un coup de bluff, une gesticulation. Non, nous y sommes, le point d'ignition est presque atteint. Nous le savions, nous avons vu la catastrophe arriver mais nous sommes restés empêtrés dans nos soucis quotidiens, nos querelles de clocher, et plus encore fascinés par la pitoyable mascarade électorale que tous les médias sans exception nous servent à la louche. Pourtant que cette « comédie du pouvoir » soit hexagonale ou nord-américaine, peu nous chaut de savoir si ce sera Pierre, Paul ou Jacques qui sera élu ici ou là-bas puisque ces gens continueront à se jouer de nous, faisant sempiternellement la même politique au sein de formations claquées les une sur les autres tout en nous abreuvant et nous saoulant de leurs mensonges infernaux.

Juif.org nous apprend donc, selon le vice-amiral Mark Fox, commandant de la V^e flotte, que celle-ci se trouve désormais « prête » à affronter « *toute action hostile de la part Téhéran...* [car] nous avons

développé des armes très précises, létales et très efficaces ». En réplique soit à une attaque iranienne directe contre les forces navales américaines, soit à une tentative de fermeture du Détroit d'Ormuz par lequel transite 1/5^e de la consommation mondiale de pétrole.

Lequel, en tant que détroit international, n'est soumis à aucune restriction ou condition de passage. Or depuis que le commandant en chef des armées iraniennes, le major général Ataollah Salehi, a sommé la marine américaine de tenir ses bâtiments de guerre à l'écart des eaux du Golfe persique, la tension est demeurée vive... d'autant que les américains prennent un malin plaisir (et plus) à défier leurs adversaires par des intrusions à répétition dans les eaux iraniennes. Toutes les conditions sont par conséquent réunies pour qu'un incident de frontières maritimes intervienne au moment opportun et embrase le dispositif ! Rappelons que les guerres se décident ou avortent pour des raisons parfois infimes. De la sorte, la « Drôle de guerre » en 1939 fut le résultat d'une offensive différée des mois durant. Resteraient à savoir quel serait l'intérêt de Téhéran – où la classe dirigeante n'est évidemment pas plus « folle à lier » que partout ailleurs - à riposter ou à bloquer Ormuz sauf à y être poussé, le dos au mur, comme ultime moyen de rétorsion et en réponse à une agression caractérisée ?

Alors pourquoi spécialement le mois de mars ?

N'étant pas devin nous ne pouvons évidemment jurer de rien. Mais en mars, trois porte-avions américains et leurs escadres, l'USS Abraham Lincoln, l'USS Carl Vinson, l'USS Enterprise et pour la France, le Charles de Gaulle français, seront sur zone en compagnie d'un nombre non négligeables de navires britanniques, bientôt rejoints dans l'Océan Indien par un quatrième porte-aéronefs yankee. Notons que le vieil USS Enterprise, porte-avion nucléaire emblématique du « Projet américain » pour le III^e millénaire, en service depuis 1961 (et devant être démantelé en 2013) semble tout désigné, aux yeux des « conspirationnistes » invétérés pour servir de cible et d'appât aux velléités agressives des Pasdaran... Les Gardiens de la Révolution, unités d'élite ayant en charge dans le Golfe la sécurité de la zone maritime exclusive iranienne. À ce titre, certaines imaginations bouillonnantes entrevoient déjà pour l'Enterprise, cette doyenne d'âge (pour les anglo-saxons les navires ne sont pas des choses et possèdent le genre féminin !), une mort héroïque digne des Tours Jumelles de Manhattan... frappée par un missile tiré « sous faux drapeau », on ne sait d'où... À l'instar de l'attaque, pendant la guerre dite des Six jours, de l'USS Liberty en partie détruit, le 8 juin 1967, par l'aviation israélienne, dans le but d'impliquer les É-U dans la guerre... Tsahal ayant tenté de faire passer ses chasseurs pour des assaillants égyptiens !

Cependant chacun sait que les « conspirationnistes » sont un brin paranoïaques. Il n'empêche, tous les regards sont braqués sur la mare pour voir où le caillou va tomber, autrement dit tous les observateurs un tant soit peu avisés s'attendent à une provocation majeure convertible en *casus belli* mis sur le dos des Iraniens et ultérieurement susceptible d'en faire traîner les dirigeants – une fois la messe dite – devant un nouveau Nuremberg. Un Tribunal pénal international, celui des vainqueurs jugeant les vaincus : après tout M. Ahmadinejad ne s'est-il pas rendu coupable de Shoah par intention en déclarant que « *l'histoire se chargerait de rayer Israël de la carte* » ?

Mars, une rare conjonction d'événements majeurs

Fin mars, le Qatar wahhabite, « proactif » en Lybie, en Syrie et ailleurs, abandonnera la présidence de la Ligue arabe au profit de l'Irak dominé par une majorité chiite beaucoup moins bien disposée à l'égard des menées israélo-américaines dans la région. Or si Washington veut s'assurer – pour le moins - de la neutralité bienveillante de la Ligue, il lui faut pouvoir compter avec l'appui qatari. Le calendrier est là qui dicte sa loi !

En mars, le président va-t-en-guerre Nicolas Sarkozy sera toujours aux manettes, tout comme le Nobel de la paix Obama. Or même si en France le candidat socialiste est d'ores et déjà programmé pour « assurer la continuité du service public » en matière de prestation de « service militaire » au profit de l'Empire bicéphale de la Cité et de Manhattan, il aura cependant été élu sur le slogan-programme « Le changement, c'est maintenant ». Ce qui devrait constituer, malgré tout, une sorte d'obstacle sémantique à l'engagement immédiat dans un conflit majeur ! Pour lequel il ne paraît pas en outre taillé à la bonne mesure : n'oublions pas qu'il n'est au demeurant que la « roue de secours » du Système... celui-ci ayant prévu un tout autre représentant en la personne de M. Strauss-Kahn, éminent porteur du « gène d'Abraham » ! Le précédent de la guerre libyenne montre cependant que l'opinion hexagonale apprécie comme par le passé les gloires militaires, le jeu fût-il truqué et les enjeux faisandés jusqu'à l'os !

Les élections présidentielles russes doivent également se tenir en Mars, le 4 exactement mais avec l'éventualité d'un second tour pour le favori, Vladimir Poutine, objet d'une vigoureuse et persistante campagne de diffamation. Une diabolisation rampante depuis déjà de nombreuses années qui a pris un tour plus brutal avec la tentative de décrédibilisation des dernières élections législatives russes de décembre 2011 qui donnaient une courte majorité aux partisans de « Russie Unie ». À partir de là, nous assistons ici à l'Ouest à une formidable campagne de discrédit de la Russie qui s'appuie notamment sur la dénonciation d'un supposé trucage électoral en décembre. De grandes voix se sont élevées, parmi lesquelles l'ancien président Gorbatchev, père de la Perestroïka et Prix Nobel de la Paix, ou celle de la Secrétaire d'État Clinton, laquelle jugeait que les élections n'avaient été « *ni libres, ni équitables* », tous exigeant que la partie soit rejoué et les « pseudos » élections refaites !

La Russie cible périphérique. La Syrie cible subsidiaire

Cependant si l'Occident soutient si fort la « contestation » en Russie, ce n'est pas uniquement par un louable souci de pureté démocratique, mais bien pour déstabiliser le pays, évincer Poutine et avec lui, tous les courants représentant une Russie indépendante, souveraine et patriotique. Réélu, Poutine devra, n'en doutons pas, continuer à faire face à des mouvements de contestation virulente dans la mesure où il ne changera pas de cap et continuera à soutenir contre vents et marées le régime laïque baasiste de Damas. Affaiblie par une opposition interne soutenue par la « Communauté internationale », il est à prévoir que la Russie ne pourra pas s'opposer plus que de raison – son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov l'a d'ailleurs clairement déclaré – à la coalition occidental-arabe acharnée à abattre en Syrie le régime alaouite (chiite) allié de l'Iran et cœur de cible.

D'ailleurs en ce qui concerne le cas syrien, malgré les livraisons d'armes russes, c'est un scénario du type Kosovo qui semble en train de se mettre en place. Afin de contourner le blocage du Conseil de sécurité et le double veto sino-russe, les États-Unis et leurs satellites pourraient décider seuls, hors de toute légalité internationale, une intervention aérienne massive comme au printemps 1999 contre la Fédération yougoslave. Le battage de la presse autour du bombardement ininterrompu de la ville de Homs et l'accumulation médiatique de morts (toujours imputée au seul camp gouvernemental), n'est à ce titre pas sans rappeler le montage fort bien orchestré du massacre de 45 albanais à Raçak le 15 janvier 1999, lequel avait servi de prétexte à l'entrée dans la danse des bombardiers de l'Otan. Une chose est claire la volonté opiniâtre de faire tomber le régime de Damas est le corrélat ou le pendant obligé de la chute de la République islamique d'Iran, théocratie parlementaire mais également révolutionnaire en ce qu'elle est sociale et nationale, vices rédhibitoires aux yeux du Marché qui lui préfère un Islam mondialisé soluble dans la « World culture », autrement dit compatible avec la « Mcdonaldisation du monde » !

La dictature universelle du Dieu Dollar intrinsèquement lié à l'Or noir remise en cause

Il est d'autant plus urgent d'intervenir contre l'Iran que celui-ci, 4^e exportateur mondial de pétrole et 3^e détenteur de ressources gazières, a commis la folie de vouloir échapper à la loi d'airain du \$ comme monnaie exclusive pour les transactions concernant les énergies fossiles. Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi s'étant risqués, chacun à son tour, à vouloir transgresser l'interdit, mal leur en a pris et l'on sait ce qu'il en advint ! Le DD n'étant plus une monnaie de réserve fiable, ce qui soutient le \$ - et par voie de conséquence les É-U et son économie chancelante – sont presque exclusivement les échanges d'hydrocarbures libellés en Dollars dont la demande soutient ainsi, mécaniquement, la valeur.

Accessoirement, si le Détroit d'Ormuz se trouvait fermé, même sur une courte durée, les prix des produits pétroliers s'envoleraient... sachant que depuis 2011 les É-U sont devenus exportateurs nets de pétrole, une hausse spectaculaire du baril de brut ne pourrait que réjouir les producteurs du Texas, de l'Alaska et du Golfe du Mexique dont les coûts d'extraction et d'acheminement étaient jusqu'à présent quasi prohibitifs.

Accessoirement, l'Europe servile vient de déclarer un embargo sur ses importations pétrolière en provenance d'Iran. Ce qui est, à l'évidence, se tirer une balle dans le pied (20% des besoins énergétiques de l'UE étant couvert par le pétrole iranien), car les Européens se voient conduits à fermer davantage de raffineries, ce qui fait tache à l'heure actuelle... Un seul avantage : en cas de conflit, les Européistes prennent les devants en cherchant dès à présent d'autres sources d'approvisionnement. Le blocus contribue par ailleurs à accélérer les mutations en cours et le déclin du \$, renforçant ainsi les raisons de lancer une nouvelle guerre : l'Iran se tournant maintenant vers l'Inde et la chine, la première payant ses achats en or, la seconde en Yuans ³.

Mais toutes les voies et moyens diplomatiques pour retarder l'échéancier d'une reconfiguration monétaire ayant échoué, gageons que les oligarchies régnautes ont définitivement choisi d'imposer leur hégémonie par la guerre. Laquelle commencera par le Golfe, avec peu de chance cependant qu'elle y reste confinée : le conflit s'étendra peut-être alors – à ce que Dieu ne plaise – au Continent eurasiatique tout entier, voire au reste du monde ! Signalons ici pour l'anecdote que les guerres modernes ne se « déclarent » plus, cette pratique étant passée de mode, aussi ne soyons pas surpris lorsque le bal s'ouvrira !

Tbilissi et Dehli : attentats précurseurs ou coups de semonce

Les apprentis sorciers sont à l'œuvre et s'essaient à frapper l'imagination des peuples pour mieux les conditionner à l'inéluctabilité de la guerre à venir. Mais à qui profitent ces attentats ? Sûrement pas à l'Iran immédiatement accusé par Tel-Aviv. En ce qui concerne l'Inde, son intention d'acheter le brut iranien en or justifierait à elle seule un avertissement. Ce qu'en langage non diplomatique l'on nomme « un signal fort » ! Savoir maintenant si les Indiens, et tous ceux qui observent la scène internationale, en tiendront compte ou en tireront toutes les conséquences ? Cela est une autre paire de manches ! Quant à la Géorgie, tout indique qu'elle pourrait constituer une base arrière américaine pour une offensive aérienne contre l'Iran. Le 30 janvier dernier, le pitoyable président géorgien Mikheïl Saakachvili (lequel est parvenu à se maintenir malgré sa déconfiture dans la deuxième guerre d'Ossétie du Sud en août 2008), effectuait sa première visite officielle à Washington où il était reçu par Obama. On sait que Saakachvili, à défaut de pouvoir intégrer l'UE, cherche à rejoindre l'Otan, sa candidature devant être examinée attentivement au prochain sommet de l'Otan, lequel se tiendra à Chicago. Tbilissi est par ailleurs un excellent sujet de la classe atlantiste avec 1600 hommes d'armes - bientôt 1700 – géorgiens enrôlés sous la Bannière étoilée en Afghanistan (les forces de l'Otan y sont sous commandement américain), le plus gros contingent pour les pays non membres de l'Alliance atlantique. C'est dire !

Mais de sources presque sûres, l'on sait que les discussions Obama-Saakachvili auront essentiellement porté sur la participation de Tbilissi à une éventuelle campagne de frappes aériennes sur l'Iran. Pour ce faire, les É-U (sous des prétextes défensifs) ont réhabilité en Géorgie nombre d'infrastructures militaires : les anciens aérodromes militaires de Vaziani et Marnéouli ainsi que le port de Batoumi sur la Mer Noire. Il est certain qu'il est beaucoup plus expédient de frapper le nord de l'Iran depuis le Caucase du sud que depuis les porte-avions patrouillant le Golfe persique !

Faut-il encore répéter que le programme nucléaire iranien comme prétexte au monstrueux déploiement de forces en cours en Mer d'Oman, n'est qu'un mensonge de plus et une vaste escroquerie intellectuelle... la question ne se posant même pas de savoir si oui ou non les Iraniens préparent, ou ne préparent pas, la fabrication d'un quelconque engin atomique. Car comme la bien noté l'ancien président Chirac « *la bombe iranienne ne peut être et ne serait jamais qu'une arme psychologique, une arme de dissuasion dont l'usage serait a priori exclu. Si l'envie prenait l'Iran de vouloir s'en servir, il serait vitrifié dans les minutes qui suivraient* ». Une arme de souveraineté et une garantie d'indépendance en quelque sorte dont on dénie à l'Iran de prétendre vouloir se doter... et cette interdiction ira jusqu'à la guerre dont nous voyons aujourd'hui les intenses préparatifs !

Une guerre de haute intensité sera une sortie de crise providentielle

Pour ne pas conclure, il va de soi que les guerres ne résolvent pas les crises économiques, mais qu'elles ajournent des décisions aussi impopulaires qu'impraticables comme en Grèce « à feu et à sang » (enfin presque). Parce que la faillite de la Grèce (les conditions requises pour le versement de 130 m^{ds} d'€ n'étant pas remplies à ce jour et que c'est en mars que ses obligations arrivent à échéance) paraît désormais inéluctable, et avec elle l'exacerbation des tensions au sein de la zone euro, la guerre sera certainement accueillie avec un indicible soulagement par le « Poliburo » bruxellois... de même qu'à Washington, loin du théâtre des opérations et des retombées de particules radioactives émises par les sites nucléaires iraniens dévastés, les D^f. Follomour, théoriciens de la « Domination mondiale », de la « Démocratie universelle », du « Choc des cultures » et de la « Fin de l'Histoire », se frottent déjà les mains et préparent leur apothéose !

Notes

(1) <http://www.juif.org/defense-israel/...>, les-forces-americaines-se-preparent-a-affronter-l-iran.php

(2) Ria-Novosti. Situation dans le détroit d'Ormuz : <http://fr.rian.ru/infographie/20120...>

(3) Debka files 23 janv. & Times of India 26 janv. 2012

Arrêtons la guerre avant qu'elle ne commence.

10 raisons pour protester contre les sanctions et la guerre

(manif en Angleterre contre une intervention en Iran et en Syrie)

Après l'intervention en Libye, les dangers de nouvelles attaques occidentales dans la région sont très réelles. Voici 10 raisons pour lesquelles une guerre contre l'Iran n'est pas justifiée et aurait des conséquences catastrophiques.

1) Pas de menace: l'Iran n'a pas attaqué de pays depuis plus de 200 ans. Ses dépenses militaires par habitant sont les plus faibles de la région. Le régime a permis des inspections et a été d'accord pour négocier avec l'occident sur toutes les questions. Le discours occidental actuel fait penser à la guerre en Irak quand une menace fut fabriquée pour justifier une intervention

2) deux poids-deux mesures: beaucoup des alliés occidentaux, y compris Israël, possèdent l'arme nucléaire. Il n'y a aucune preuve que l'Iran est en train de les développer, comme l'a montré le rapport de l'AEIA de l'an dernier. L'Iran, contrairement à Israël et au Pakistan, est signataire du traité de non prolifération nucléaire, selon lequel il a le droit de développer une puissance nucléaire civile.

3) les sanctions mènent à la guerre. Comme l'a montré l'impasse militaire récente, les sanctions augmentent la tension et la méfiance. Elles renforceront les faucons en Iran. En Irak, les sanctions ont eu pour résultat un niveau génocidaire de victimes civiles et n'ont amené que la guerre et la souffrance du peuple irakien. Les sanctions n'ont pas été un pas vers la paix mais vers la guerre.

4) conséquences catastrophiques. Toute attaque contre l'Iran amènera des milliers de morts et provoquera des représailles avec des effets dévastateurs pour toute la région. Les sanctions et la guerre feront augmenter le prix du pétrole, créant encore plus de dégâts dans une économie mondiale déjà en crise.

5) leçons du passé: si les attaques contre l'Afghanistan, l'Irak et la Libye nous ont enseigné quelque chose, c'est qu'une intervention militaire n'amène que la mort, la division et la misère. 30 000 personnes sont mortes en Libye, des dizaines de milliers en Afghanistan, et un million en Irak. La violence continue dans ces 3 pays.

6) la guerre=moins de services sociaux. Barack Obama s'est récemment engagé à dépenser plus d'argent pour le militaire que ne l'avait fait le gouvernement de George W. Bush. La Grande Bretagne a dépensé des centaines de millions pour bombarder la Libye et dépense 6 milliards par an pour la guerre en Afghanistan. Une attaque sur l'Iran pourrait avoir un coût financier bien plus important, poussant le gouvernement à imposer encore plus de coupures de crédit sur nos services publics.

7) La démocratie. Les guerres récentes ont été profondément impopulaires chez nous et ont créé un "déficit démocratique". Des plans pour une attaque en Iran ont été élaborés à Washington et à Whitehall sans consultation des élus du parlement ni de l'électorat.

8) Sécurité: la guerre contre le terrorisme a rendu notre monde plus fragile et plus dangereux. Une attaque contre l'Iran ne peut qu'augmenter l'amertume contre les puissances occidentales.

9) droits et libertés. La campagne contre l'Iran mènera à plus de diabolisation de la communauté musulmane en Grande Bretagne et à de nouvelles atteintes aux libertés, déguisées sous l'appellation "mesures anti-terroristes".

10) Nous pouvons changer les choses. Le principal facteur pour retenir les faiseurs de guerre est l'opinion publique mobilisée. Même George W. Bush s'est opposé à ce qu'Israël attaque l'Iran quand il était au pouvoir, parce qu'il sentait que les américains étaient contre. Les voix de la majorité anti-guerre en Grande Bretagne doivent se transformer en un mouvement de masse qui force nos dirigeants politiques à mettre fin leur politique de guerre sans fin.

IRIB : Pourquoi Israël ne peut pas attaquer l'Iran!

Un bombardement par Israël des sites nucléaires iraniens serait extrêmement périlleux pour Israël mais aussi pour les Etats-Unis, qui risqueraient d'être emportés dans un conflit, estiment des experts américains. Ces dernières semaines, Israël a soufflé le chaud et le froid sur la possibilité de mener des bombardements pour paralyser le programme nucléaire de Téhéran. Mais Américains et Européens ont

redoublé leurs pressions pour éviter toute attaque et donner une chance aux sanctions internationales. En cas d'attaque, la réussite dépendrait largement de la fiabilité des renseignements israéliens et de la capacité de l'Iran à cacher son matériel sensible. Israël est réputé pour sa capacité à frapper les sites cachés de ses ennemis, mais attaquer le dispositif nucléaire iranien représente une tâche bien plus hasardeuse en comparaison des raids menés dans le passé contre l'Irak et la Syrie.

En 1981, des chasseurs israéliens avaient détruit le réacteur atomique irakien d'Osirak sans perdre un avion et en 2007 les Israéliens sont fortement soupçonnés d'avoir anéanti un réacteur clandestin en Syrie. Mais parcourir 1600 km pour atteindre l'Iran serait un défi pour la capacité de ravitaillement des avions israéliens, alors que les sites iraniens --dont une usine construite dans la montagne-- constituent des objectifs difficiles à atteindre.

"Il ne s'agit pas d'une croix sur une carte, d'une cible unique qu'on anéantit avec un bombardement et puis c'est réglé", résume William Fallon, ancien amiral de la marine américaine qui était à la tête des opérations militaires américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale jusqu'en 2008.

Une attaque serait "très difficile" parce que les Iraniens "ont été très intelligents dans la façon de disperser leurs sites nucléaires", a déclaré M. Fallon jeudi lors d'une conférence d'un centre de réflexion à Washington. Les experts estiment que l'Iran serait sans doute capable de relancer sa production d'uranium enrichi après avoir encaissé des bombardements.

"Les équipements qui servent à concevoir des centrifugeuses peuvent être déplacés assez rapidement et l'ont déjà probablement été. Du coup, ce qu'on croit savoir à un instant T n'est plus forcément valable un mois plus tard", déclare David Albright, président de l'Institut pour la science et la sécurité internationale.

Selon Scott Johnson, consultant pour les questions de défense, Israël aurait besoin de mobiliser la totalité de sa flotte de 125 chasseurs et de huit ravitailleurs pour mener à bien un tel raid. Les Israéliens "auraient besoin de mobiliser tout ce qu'ils ont. L'ensemble du dispositif serait prêt et utilisé", dit-il. Parmi les cibles visées, on peut recenser le centre d'enrichissement souterrain de Natanz, une centrifugeuse à Téhéran et l'usine, dont l'existence a été récemment révélée, construite dans la montagne à Fardo, près de Qom. Cette installation a été construite à au moins 80 mètres sous terre et est probablement hors de portée même des bombes conventionnelles les plus puissantes des Américains. Israël serait par ailleurs sous pression pour mener une attaque rapide, dans la mesure où une opération durant plus d'une nuit ferait peser des risques "à la fois politiques et militaires" importants, souligne Daniel Levy, du centre de réflexion New America Foundation, qui a travaillé pour le gouvernement israélien entre 1999 et 2001.

Une attaque de plusieurs jours permettrait plus facilement à l'Iran de contrer les plans israéliens. Et un travail à moitié fini, avec des capacités nucléaires iraniennes entamées mais pas anéanties, pourrait entraîner des représailles visant les Etats-Unis. "Quand les Israéliens mettent sur pied un tel scénario, ils partent du principe que les Américains seront obligés d'entrer dans le jeu", observe M. Levy.
Samedi 25 Février 2012

[Moscou et Pékin ont surtout voulu protéger Téhéran.](#)

Toujours sous le choc du double veto russe et chinois, la presse atlantiste et du Golfe accuse Moscou et Pékin de relancer la Guerre froide tout en s'interrogeant sur les moyens de contourner la décision du Conseil de sécurité.

Tous estiment que Russes et Chinois ont été échaudés par l'affaire libyenne. Toutefois, à la réflexion, il apparaît que Moscou et Pékin ne cherchent pas à présenter la facture de Libye, ni à protéger l'administration el-Assad elle-même, mais à prévenir la réédition de ce type d'opération dans un autre pays. En toile de fond, c'est de l'Iran dont on parle implicitement ; un Etat dont le basculement serait grandement préjudiciable à la Russie et à la Chine.

• Dans Le Figaro, Georges Malbrunot présente la Syrie comme un pays sous contrôle des militaires russes. Il assure que le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov est venu à Damas négocier le Nier ! à l'ONU en échange de la réouverture de la base d'écoute soviétique du Mont Qassioum. C'est faux pour deux raisons : D'une part, ce sont les Syriens qui sont demandeurs depuis longtemps. Au cours des dernières années, ils ont multiplié les offres gratuites à l'armée russe, afin que sa présence protège le pays, et ce sont les Russes qui ont décliné ces propositions. D'autre part, en matière d'écoutes, les

besoins techniques ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'à l'époque soviétique.

- Libération innove en matière de reportages : le quotidien reproduit des témoignages recueillis par téléphone, sans vérification aucune. Rien d'étonnant à ce manque de professionnalisme : la journaliste Hala Kodmani n'est autre que la sœur de la porte-parole du Conseil national syrien.
- Junge Welt prend position pour le dialogue contre la guerre en Syrie. Le quotidien marxiste relaie la campagne des l'Association internationale des médecins contre la guerre.
- Le Tageszeitung rapporte que, si tous les Européens sont d'accord sur les sanctions, ils ne les mettent pas pour autant toujours en œuvre. Ainsi la Suède protège ses marchés et ferme les yeux sur les exportations de matériels de télécommunication par Ericsson.
- Pour Anna Zafesova, dans La Stampa, le soutien de la Russie à la Syrie est purement à usage intérieur en campagne électorale. Mais alors, quid de la Chine ?
- El Pais présente la stratégie de remplacement des Etats-Unis : ils vont former un groupe des amis de la Syrie avec les Etats qui le souhaitent. Ce geste manifesterait aux Etats arabes qu'ils n'ont pas été abandonnés. En réalité, il s'agit plutôt de verrouiller l'influence US dans la région et d'éviter que de nouveaux Etats soient tentés de prendre Moscou et Pékin comme protecteurs.
- The Globe and Mail assure que le Canada poursuit la bataille diplomatique. Le Premier ministre Stephen Harper, qui se rend en Chine, ne manquera pas de discuter du cas syrien avec le Premier ministre. Il s'agit surtout de masquer qu'Ottawa ne fermera pas son ambassade à Damas, malgré les objurgations de Washington.
- Dans le New York Times, Will Englund évite de se livrer aux habituelles imprécations anti-Russes. Il évoque, parmi les possibles mobiles du veto, l'influence de l'Arabie saoudite et du Qatar sur les mouvements islamistes en Russie.
- Alors qu'Haaretz publie un dessin satirique suggérant qu'une chute d'el-Assad serait préjudiciable au Hezbollah, Amos Harel envisage un autre scénario : les armes chimiques de la Syrie pourraient échoir dans l'arsenal du Hezbollah.
- L'analyste A. G. Noorani explique, dans The Hindu, que rien ne pourra être fait pour les Syriens tant que planera le spectre du « changement de régime » forcé. Personne ne croit les dirigeants occidentaux lorsqu'ils disent qu'ils n'ont pas de telles intentions et leurs garanties sur le papier n'ont aucune valeur depuis qu'ils ont violé la résolution pertinente de l'ONU pour renverser Kadhafi.
- L'éditorialiste du Times of India souhaite que son pays s'engage dans la crise syrienne et joue le négociateur. Mais cela supposerait que New Delhi s'affirme comme puissance réellement indépendante. A contrario, le sens de l'éditorial est de se démarquer des États-Unis, sans pour autant s'aligner sur la Russie et la Chine.
- Le Moscow Times note que non seulement Sergey Lavrov a réagi vigoureusement à la campagne anti-Russe en la qualifiant d'hystérique, mais Evgeni Primakov a accusé les Etats-Unis d'utiliser le contexte du Printemps arabe pour renverser les régimes qui leur déplaisent.
- Le ministère chinois des Affaires étrangères a rejeté les accusations occidentales selon lesquelles il avait désormais du sang sur les mains, note China Daily. Il a déclaré avoir usé de son veto par souci de justice, ce qui revient à dire que les Occidentaux poursuivent un but injuste.

7 févr

<http://www.voltairenet.org/Moscou-et-Pekin-ont-surtout-voulu>

RIA Novosti : Les Iraniens apprennent à vivre sous les sanctions occidentales .

Reportage : La vie à Téhéran poursuit son cours, malgré la pression internationale qui ne cesse de s'accroître sur le pays en raison de la poursuite de son programme nucléaire, rapporte le correspondant de RIA Novosti Marc Bennetts.

"On n'a pas l'impression d'être au seuil d'une guerre", estime Aboul Fazar, employé du Grand Bazar de Téhéran. "Mais si une guerre éclate, je suis persuadé que notre jeune génération sera en mesure de défendre notre patrie".

Dans le même temps, les membres de la "classe moyenne" iranienne se montrent moins optimistes quant à la perspective d'un conflit militaire et à ses conséquences possibles.

"Si une guerre est déclenchée contre l'Iran, ce serait comme un puissant séisme pour notre pays", indique le peintre Golshan. "Moi, j'en ai peur, bien sûr".

Plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis en tête, ainsi qu'Israël, soupçonnent l'Iran de chercher à se doter d'une bombe atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil. En février dernier, le quotidien américain Washington Post, se référant au chef du Pentagone Leon Panetta, a rapporté qu'Israël pourrait porter une frappe contre l'Iran dans un avenir proche. Pour sa part, l'Iran a promis d'attaquer tout pays d'où il serait agressé.

Outre la menace de guerre qui plane sur le pays, les Iraniens font face à une inflation explosive. Ces dernières semaines, les prix des produits de base ont doublé dans le pays suite à l'imposition de sanctions européennes et américaines contre le secteur pétrolier iranien.

"Les prix ne cessent de grimper, et les gens sont de plus en plus embêtés", dit Golshan.

Dans ce contexte, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré que son pays *"ne céderait jamais aux pressions de l'Occident"* visant à lui faire renoncer à ses activités nucléaires.

Intervenant lors d'un rassemblement organisé samedi dernier à l'occasion du 33ème anniversaire de la Révolution islamique de 1979, le leader iranien a également promis que Téhéran présenterait bientôt "ses plusieurs grandes réalisations dans le domaine nucléaire". Les manifestants portaient des affiches avec pour légende *"A bas les USA!"* et *"A bas Israël!"*.

14 février –

RIA Novosti

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

Ahmadinejad : [Une humiliation pour l'humanité.](#)

« L'imposition du régime sioniste est une humiliation de l'humanité, jamais produite tout au long de l'histoire » a déclaré, aujourd'hui, le Président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad. « L'objectif de la création du régime occupant Quds était d'asseoir une domination sur le monde entier. L'amitié avec le régime sioniste est la condition à l'établissement des liens d'amitié et de coopération avec l'Europe et les Etats-Unis » a-t-il précisé.

La démocratie à l'occidentale est une grande imposture

« La démocratie à l'occidentale est une grande imposture » a souligné, le Président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad. « Le gouvernement du peuple sur le peuple est impossible dans croire en un idéal commun pour s'unir autour de lui » a-t-il précisé avant d'indiquer : « Les Etats-Unis et d'autres gouvernements occidentaux ont créé, au nom de la démocratie, des organisations et des instances, et procèdent, aujourd'hui, au grand pillage, sous prétexte de la gouvernance mondiale. Le Président Ahmadinejad s'exprimait à la 25ème conférence de l'unité islamique, à Téhéran. « La démocratie à l'occidentale, humiliant l'homme, est du goût des capitalistes et des sionistes », a-t-il ajouté avant de conclure : « Les sionistes qui jouent un rôle majeur aux Etats-Unis, ont bien compris que l'esclavagisme et le colonialisme ne peuvent plus servir leurs intérêts, c'est pourquoi, ils ont décidé de faire régner une nouvelle structure du pouvoir dont l'apparence est marquée par la démocratie, l'aspiration à la liberté et la défense des droits de l'homme, mais qui n'est, en fait, une autre forme d'esclavagisme et de colonialisme ».

<http://french.irib.ir/info/international/item/168770-limposition-du-regime-sionisten-une-humiliation-de-lhumanite>

<http://french.irib.ir/info/iran-actualite/item/168767-la-democratie-a-loccidentale-est-une-grande-imposture>

1) Politique Iranienne

Préparation à la guerre

[''Désormais, nous soutiendrons toute nation, tout groupe qui combattra israel'.](#)

« Désormais, nous soutiendrons et aiderons toute nation, tout groupe qui combattra le régime sioniste dans le monde, et nous n'avons pas peur de le dire » a déclaré Ayatollah Ali Khamenei, le leader suprême iranien lors d'un discours donné aujourd'hui au cours d'une lecture de prière du vendredi à l'Université de Téhéran.

''Le régime sioniste est une véritable tumeur cancéreuse dans cette région qui devrait être retirée. Et elle sera définitivement retirée''.

Cette rhétorique n'est pas nouvelle, mais elle intervient à un moment de fortes tensions diplomatiques liées à la probable vocation militaire du programme nucléaire iranien. Le leader suprême a déclaré qu'Israël était devenu affaibli et isolé au Moyen Orient du fait des révolutions du Printemps Arabe, qu'il a qualifiées de « réveils islamiques ».

Quelques heures auparavant, l'Iran venait de procéder au lancement de son 3ème satellite dans l'espace, dans le cadre des commémorations des 30 ans de la révolution islamique qui a soulevé la monarchie le 11 février 1979.

La télévision d'Etat a indiqué que le satellite, appelé Navid Elm o Sanat ("Bon message de science et d'industrie"), transporte un appareil photo et des appareils de télécommunication. Le Président Mahmoud Ahmadinejad a félicité le lancement en affirmant qu'il avait l'espoir que ce lancement permettra « d'envoyer un signal pour plus d'amitié entre tous les êtres humains ».

Cependant, le programme spatial iranien suscite une certaine méfiance des nations occidentales qui craignent que les fusées soient utilisées pour des attaques régionales et qu'elles pourraient également porter les têtes nucléaires que le pays cherche peut-être réellement à produire. Les deux satellites précédents que l'Iran a conçus et lancés lui-même ne sont même pas restés 3 mois dans l'espace. Le dernier, Rasad, avait été lancé l'année dernière. L'agence spatiale du pays et le ministère de la Défense ont indiqué qu'il était prévu d'installer une base de lancement dans la région du sud-est du pays. <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Desormais-nous-soutiendrons-toute-nation-tout-groupe-qui-combatta-le-regime-sioniste-10290.html>

Juste retour des choses: L'Iran cesse ses ventes de pétrole à la France et au Royaume-Uni

L'Iran a cessé de vendre du pétrole aux compagnies pétrolières françaises et britanniques, a déclaré dimanche 19 février le porte-parole du ministère iranien du pétrole, Alireza Nikzad, cité par le site officiel du ministère. Cette décision ne devrait pas impacter dans une grande mesure les importations françaises de brut, qui se sont élevées en 2011 à 58 000 barils/jour de brut iranien, soit 3 % de ses besoins d'or noir.

"A la suite de la décision officiellement annoncée par le ministère des affaires étrangères, le ministère du pétrole a cessé ses ventes de pétrole aux compagnies britanniques et françaises", a précisé M. Nikzad. "Nous avons prévu de livrer notre pétrole à d'autres clients", a-t-il ajouté.

La décision s'apparente à des représailles de la république islamique à l'embargo sur les importations de brut en provenance d'Iran qui entrera en vigueur le 1er juillet dans l'Union européenne. Les pays de l'UE se sont mis d'accord le 23 janvier pour imposer un embargo pétrolier graduel sans précédent contre l'Iran ainsi que pour sanctionner sa banque centrale afin d'assécher le financement de son programme nucléaire controversé. Les nouveaux contrats pétroliers avec l'Iran ont été interdits par l'UE avec effet immédiat, mais les principaux acheteurs de pétrole iranien ont jusqu'au 1er juillet pour annuler les contrats existants, le temps de trouver d'autres fournisseurs. La baisse des exportations iraniennes n'affecterait guère les importateurs européens, qui ont de toute façon l'intention de "changer de fournisseur", avait relativisé la Commission européenne.

"POLITIQUE HUMANITAIRE DE L'IRAN"

Mercredi, les ambassadeurs de six pays européens (France, Italie, Espagne, Grèce, Portugal et Pays-Bas) avaient été "invités" par le ministère des affaires étrangères iranien et mis en garde contre un possible arrêt des livraisons de pétrole. "Nous pouvons immédiatement remplacer nos clients. Si cela n'a pas encore été fait, c'est en raison de la politique humanitaire de l'Iran et de la situation actuelle en Europe", avait déclaré Hassan Tajik, le directeur général pour l'Europe occidentale du ministère, selon les médias iraniens.

Les prix du baril ont connu une brève envolée après cette annonce, qui renforce les inquiétudes sur les approvisionnements énergétiques européens, malgré les assurances de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, sur sa capacité à compenser l'absence de brut iranien. Vendredi, le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en mars était à 103,24 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), son plus haut niveau depuis mai 2011.

Deuxième pays de l'OPEP, l'Iran produit 3,5 millions de barils de pétrole par jour et en exporte 2,5 millions. Il vend un peu plus de 20 % de son pétrole aux pays de l'Union européenne (soit environ 600 000 barils/jour), essentiellement à l'Italie, à l'Espagne et à la Grèce. Téhéran exporte 70 % de son pétrole vers les pays d'Asie.

2) Politique des Usa

Préparation à la guerre

Carol Gold : ["Obama cherche à satisfaire le lobby sioniste pour des fins électorales"](#).

Une journaliste américaine a considéré que la politique américaine est confuse envers l'Iran, écartant la possibilité qu'Obama donne son feu vert au recours à la force contre Téhéran.

Dans une interview mardi à la chaîne de télévision iranienne Alalam, Carol Gold a assuré que le durcissement de sanctions contre l'Iran est une mesure visant à satisfaire le lobby sioniste aux Etats-Unis pour des fins électorales.

« Le lobby sioniste joue un rôle important aux Etats-Unis. Dans le but d'être réélu, Obama doit recueillir les voix des juifs. Pour cette raison, il semble dur actuellement envers l'Iran, il cherche seulement à satisfaire les 7 millions juifs et à stopper tout progrès iranien vers l'acquisition de l'arme nucléaire », a-t-elle dit.

Tout en soulignant que Barack Obama est le président le moins amical avec « Israël » depuis l'époque de Jimmy Carter, ladite journaliste a indiqué que ce dernier privilégie la voie diplomatique avec l'Iran parce que la confrontation militaire créera une position plus difficile pour Washington.

Sur le plan économique, elle a souligné que tant les Etats-Unis et l'Union européenne sont dans une situation critique.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=49419&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=1>

Dans les coulisses et au sénat

Kurt Nimmo : Grande sœur admet que les Etats-Unis ne sont menacés de menaces terroristes ni par l'Iran, ni par le Hezbollah.

Malgré toute la fureur déchaînée par les médias de l'establishment à propos d'une attaque effrayante des Iraniens ou du Hezbollah sur des "cibles faciles" aux Etats-Unis, le département de la sécurité de l'état (**NdT**: *le DHS, Department of Homeland Security, la Stasi ou Securitate du gouvernement du pays du goulag levant*) a admis qu'il n'y a en fait aucune menace spécifique à laquelle le pays doit faire face.

Le chairman du comité directeur du DHS, Peter King, a supputé au sujet d'une attaque du Hezbollah sur le sol de la patrie, spécifiquement sur des synagogues, mais la patronne du DHS, Janet Napolitano, a été obligée d'admettre qu'aucune menace de la sorte n'existe. Elle a dit, quoi qu'il en soit, "qu'il y a une menace qui demande notre attention". [Grande sœur a dit à King et ses collègues](#) que le DHS et ses partenaires comme le FBI "surveillent constamment les activités du Hezbollah dans le monde".

Après les attaques en Inde, en Georgie et en Thaïlande attribuées à l'Iran et au Hezbollah par Israël, les Etats-Unis et leurs médias corporatistes, le [chef du renseignement du département de la police de New York](#) a dit que l'Iran est la menace no1 de Big Apple.

CNN et les médias de masse ont gonflé de manière enthousiaste le narratif de la terreur contre Israël en diffusant des rapports et des histoires spéculant sur des attaques sur des cibles juives aux Etats-Unis.

[Malcolm Hoenlein](#), le vice chairman du comité exécutif de la Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, a jeté de l'eau froide sur la politique de la peur der CNN quand il a dit au réseau "il n'y a aucune raison de paniquer".

Napolitano du DHS a dit la semaine dernière que [les groupes juifs aux Etats-Unis ne sont pas spécifiquement menacés](#), mais ceci n'a pas empêché CNN et d'autres réseaux de s'engager dans des spéculations ayant peu de fondements dans la réalité.

Le journaliste de salon Jeff Greenwald a vu juste lorsqu'il parla avec Cenk Uygur de Young Turks mardi dernier. Greenwald a dit que le gouvernement Obama a plus ou moins pris l'option de s'asseoir sur un strapontin sur le sujet et que la vague actuelle d'hystérie anti-iranienne provient essentiellement des médias de l'establishment.

Greenwald a ajouté que la couverture unidimensionnelle des médias de masse est biaisée car elle prend invariablement la défense d'Israël et agit comme un megaphone pour sa campagne de propagande de

diabolisation de l'Iran et de ralliement du consensus populaire soutenant une attaque contre l'Iran.

Article original en anglais :

<http://www.infowars.com/big-sis-admits-u-s-does-not-face-terror-threat-from-iran-or-hezbollah/print>

Traduction par [Résistance 71](#)

Kurt Nimmo est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

[Articles de Kurt Nimmo publiés par Mondialisation.ca](#)

Sur le terrain

Manifestations pacifistes contre une possible guerre avec l'Iran.

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi dans 80 villes américaines et canadiennes à l'occasion d'une «journée d'action de masse» contre une possible intervention des États-Unis en Iran.

À Manhattan, au cœur de New York, quelque 500 manifestants s'étaient donnés rendez-vous à Times Square pour marcher jusqu'au siège de l'ambassade américaine à l'ONU et au consulat d'Israël, a constaté l'AFP.

«Non à la guerre! Non aux sanctions! Non à une intervention! Non aux assassinats!», pouvait-on lire sur une grande banderole en tête du cortège. Selon Debra Sweet, directrice de l'association, l'un des 60 groupes pacifistes et de défense des droits de l'homme de la coalition dite du 4 février à l'origine de la journée d'action: «Le monde ne peut plus attendre»,

À plusieurs reprises, les États-Unis et Israël ont laissé entendre qu'ils pourraient lancer une intervention militaire en Iran sous prétexte que Téhéran fabriquerait la bombe atomique. Alors que le gouvernement iranien a toujours insisté sur la forme civile de ses enrichissements d'Uranium pour produire de l'électricité et de l'énergie.

Pour la coalition du 4 février, «la guerre des États-Unis contre l'Iran a de toute manière déjà commencé», celle-ci citant à l'appui les «sanctions économiques très dures» prises contre la République islamique ainsi que le «déploiement de porte-avions américains près de la côte iranienne».

Des manifestations ont eu lieu samedi dans de nombreuses villes américaines dont Chicago, San Francisco et Los Angeles, Washington, Boston et Philadelphie, ainsi qu'au Canada à Calgary et Vancouver.

Source: AFP

Les organisations mondiales

1 Otan-Isaf

Dans les coulisses

[L'OTAN se heurte à la Russie et à la Chine.](#)

Les Occidentaux et les monarches du Golfe sont choqués par la rebuffade que leur ont infligée la Russie et la Chine au Conseil de sécurité. Cette amertume prend deux formes : d'une part, les médias déplorent que les grandes puissances se divisent alors que « les massacrent continuent » ; d'autre part, ils accusent Moscou de privilégier ses intérêts stratégiques et commerciaux par rapport aux droits humains. Tous font l'impasse sur la position de Pékin, pourtant tout aussi claire que celle de Moscou, mais qu'ils ne parviennent pas à relier à des intérêts directs.

Certains commentateurs développent des arguments pour convaincre la Russie et la Chine de changer de position. Cependant, ces éditoriaux semblent plus destinés à montrer aux lecteurs occidentaux que l'on a tout tenté en vain. En effet, les arguments choisis ne peuvent qu'être mal ressentis par leurs destinataires : ces commentateurs leur reprochent de manquer de principes, alors que c'est précisément au nom de leurs principes que Russes et Chinois ont posé leur veto.

En définitive, tout laisse à penser qu'après avoir envisagé ces derniers jours de déchaîner les foudres de l'OTAN, les Occidentaux ne souhaitent pas risquer un conflit mondial et préfèrent clore le dossier. Si cette interprétation devait se confirmer, il leur resterait à mettre en scène cette sortie de crise pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une reculade, illustrant la fin de leur domination unipolaire.

• Dans Le Monde, Christophe Ayad prend au pied de la lettre les confessions vidéos des cinq ingénieurs iraniens détenus par l'Armée syrienne libre, ce qu'il refuserait de faire pour autre otage détenu dans le

monde. Il s'agirait donc de Gardiens de la révolution agissant sous couverture, ce que confirmerait leur tenue vestimentaire et la présence sur la vidéo d'un fusil de sniper. Au passage l'auteur informe ses lecteurs avec quelques semaines de retard de la parution de la « preuve de vie » des otages dans un reportage de Paris-Match (voir notre enquête : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V.). Christophe Ayad admet que les ingénieurs étaient alors vêtus en civils. Il s'ensuit que leurs vêtements dans la vidéo sont une mise en scène. L'auteur ne relève pas qu'il en est de même pour le fusil Dragonov. En effet, dans le même reportage de Paris-Match, ce fusil est utilisé par des membres de la brigade qui a enlevé les Iraniens.

- Toujours dans Le Monde, Peter Harling de l'International Crisis Group (ICG) observe qu'il est impossible de dire comment évolueront les révolutions arabes. Pour éviter le pire, il convient avant tout, poursuit-il, de diminuer la tension. Par conséquent, ce n'est pas le moment d'attaquer la Syrie. Après celle de Gareth Evans, cette tribune libre est la seconde en trois jours écrite par l'ICG et diffusée par Project Syndicate (deux organisations de George Soros) pour remettre la guerre de Syrie à plus tard.

- La Tribune de Genève assure qu'il faut laisser le temps aux Russes pour qu'ils acceptent un compromis. Une fois l'élection présidentielle passée, Poutine pourrait lâcher el-Assad. Il est donc urgent d'attendre.

- Dans le Diario de Noticias, Lumena Raposo, reprend les imputations d'El Pais : la Syrie aurait libéré un théoricien d'Al-Qaida, Mustafa Setmariam Nasr al-Suri, pour irriter les Etats-Unis.

- L'éditorial du National Post met en garde contre l'engrenage que représenterait une guerre contre la Syrie et préconise d'attendre que le régime tombe de lui-même, ce qui ne saurait tarder. Le quotidien néo-conservateur canadien publie également une lettre d'un président d'université assurant que Bachar el-Assad n'est pas un tyran, mais un réformiste captif de ses généraux. Il serait donc contre-productif de demander sa démission.

- Mona Amami rapporte dans USA Today que le soutien du Hezbollah à l'administration el-Assad est susceptible de lui aliéner une partie de l'opinion publique arabe. La conclusion induite est toujours la même : les États-Unis n'ont pas intérêt à renverser tout de suite le régime syrien.

- Le responsable de la rubrique Iran dans le New York Times, Rick Gladstone, imagine qu'un renversement du président el-Assad aurait de lourdes conséquences pour l'Iran. À la condition que ce changement de régime vienne de l'intérieur.

- De nombreux médias, dont L'Orient-Le Jour, reprennent à leur compte des citations extraites du rapport des observateurs de Ligue arabe, sorties de leur contexte. Ils en concluent que les observateurs étaient incompetents et sans moyens de travail et font l'impasse sur le fond de leur travail.

- Dans une déclaration à L'Orient-Le Jour, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, invite les chrétiens de Syrie à se désolidariser d'un régime qui n'a pas d'avenir. Il y a une certaine maladresse à menacer une communauté confessionnelle en lui offrant de sauver ses intérêts matériels si elle renie ses principes.

- Michael Young s'interroge dans le Daily Star : pour faire usage de leur veto, les Russes regardent-ils les mêmes télévisions que nous ? La réponse qui ne lui vient pas à l'esprit est évidemment, les Russes ont d'autres sources d'information et par conséquent une autre vision des événements.

- La presse chinoise consacre de gros titres au veto, soulignant que Beijing défend des principes fondamentaux (souveraineté des peuples, non-ingérence dans les affaires intérieures) selon l'esprit et la lettre de la Charte des Nations-Unies dont les Occidentaux font peu de cas.

03/02/2012

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-se-heurte-a-la-Russie-et-a>

Les Voisins

Azerbaïdjan

[Bakou se désolidarise-t-il de Téhéran?](#)

Au moment où les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan semblent en passe à une phase tendue, après l'arrestation des dizaines de fidèles azéris par le gouvernement de Bakou, Ilham Aliev vient de signer un grand contrat en armement avec le régime israélien.

L'accord porte principalement sur la fourniture de drones et d'équipement de sécurité divers. Dans le même temps, en marge du Forum de Davos, le président azéri Ilham Aliev a rencontré le président du

régime sioniste, Shimon Peres. L'Azerbaïdjan est devenu depuis plusieurs mois la base arrière de probables opérations israéliennes contre l'Iran, avec lequel elle entretenait toujours des relations amicales. Ce rapprochement entre l'entité sioniste et l'Azerbaïdjan va permettre à Israël d'avoir une présence militaire à la frontière iranienne, permettre au Mossad de reprendre pied dans la région et faciliter les opérations clandestines de Tel-Aviv dans la région. La décision du gouvernement azéri ne semble pas être digne d'un voisin qui a, toujours, bénéficié du soutien et de l'aide de tout genre de son partenaire de longue date. D'autant plus que la population musulmane azérie se déclare sérieusement contre toute coopération avec Israël. La transaction en armement israélo-azerbaïdjanaise a été révélée alors que les responsables du gouvernement de Bakou avaient annoncé leur intention de ne pas mettre au jour qu'une partie des détails des relations avec Israël. C'était en effet en raison de vives protestations du peuple musulman azéri que le gouvernement préfère cacher cette coopération. Ce n'est pas pourtant le cas pour les autorités israéliennes qui cherchent à dévoiler haut et fort cette nouvelle coopération, cherchant ainsi une campagne médiatique et sortir de l'isolement. Alors que plus d'un million de déplacés de la guerre du Haut Karabach attendent, toujours, la réalisation des promesses du gouvernement de Bakou pour retourner à leur maison, Ilham Aliev et son entourage pensent qu'avec la coopération avec Israël, ils pourront régler, à l'aide du lobby sioniste aux Etats-Unis et en Europe, l'affaire de Karabach. Pourtant, Israël n'entend pas s'intervenir dans cette affaire azérie-arménienne, il veut plutôt pénétrer dans la région du Caucase du sud pour réaliser son rêve de déploiement des bases d'espionnage contre les nations indépendantes de cette région. Il est vrai qu'en achetant des armements au régime sioniste, le gouvernement de Bakou ne fait rien que faire partir en fumée les ressources nationales du peuple azéri.

IRIB

Irak

L'Irak s'oppose aux sanctions imposées à l'Iran

En allusion aux pertes élevées de son pays liées aux sanctions américaines contre l'Iran, le Porte-parole du gouvernement irakien, a déclaré que suivre ces sanctions est impossible pour l'Irak. En raison des relations étroites économiques avec la RII, les sanctions américaines poseront des difficultés à l'Irak, a-t-il indiqué. L'Iran est le fournisseur principal des denrées alimentaires et d'autres articles à l'Irak. La valeur des échanges commerciaux entre ces deux pays s'élève à des milliards de dollars. a-t-il affirmé. L'Irak ne peut pas interrompre ses relations commerciales avec l'Iran.

<http://french.irib.ir/info/...>

Grèce

3 semaines de simulations de combats aériens pour la Grèce et Israël

Depuis plusieurs semaines, les officiers israéliens et grecs échangeaient des informations à propos d'un entraînement commun. Aujourd'hui, tout est officialisé. L'Etat Juif a donc bel et bien laissé tombé la Turquie pour les exercices conjoints de l'armée pour s'entraîner avec l'ennemi historique d'Ankara : la Grèce. L'Hellenic Air Force et nombreux de ses pilotes sont arrivés lundi en Israël, précisément sur la base d'Ovda dans le Néguev, pour un exercice d'une durée de 3 semaines. Au moins 5 F-16 ont été envoyés par Athènes et l'on estime à 52 le nombre total d'avions qui participeront aux manœuvres.

Chasseurs israéliens et grecs dans le Néguev

Techniques de combats et attaques au sol seront les maîtres mots de ces 3 semaines. Un groupe de chasseurs israéliens (F-15 et F-16 modifiés) sera de la partie, et devrait notamment mettre en place une simulation d'attaque lointaine avec un Boeing ravitailleur.

Un message on ne peut plus précis pour Téhéran !

Ces exercices apparaissent en contraste total avec les précédents exercices de l'IAF (Israel Air Force) qui ont eu lieu en Grèce le mois dernier et dont aucun officier ou porte-parole n'a voulu donner d'élément.

L'Etat Juif accélère sa préparation à d'éventuelles frappes contre l'Iran. Outre les cadences d'exercices augmentées auprès des pays de l'OTAN (au sein même de l'OTAN), Jérusalem a organisé récemment plusieurs séries d'entraînement en Italie et en Roumanie.

JSS news - 13 décembre

<http://jssnews.com/2011/12/13/3-semaines-de-simulations-de-combats-aeriens-pour-la-grèce-et-israel/>

Kirghizstan

Al Manar : La base US au Kirghizstan pourrait servir à attaquer l'Iran.

La base militaire américaine au Kirghizstan, une ex-république soviétique d'Asie centrale, pourrait servir en cas d'attaque contre l'Iran, a déclaré mercredi le ministère russe des Affaires étrangères.

"On ne peut pas exclure que cette infrastructure puisse être utilisée dans l'éventualité d'un conflit avec l'Iran", a déclaré le porte-parole du ministère, Alexandre Loukachevitch, selon des propos retransmis à la télévision.

"Derrière les appels à la nécessité d'assurer la non-prolifération des armes nucléaires pourrait se cacher l'ambition de verrouiller la carte géopolitique dans un vaste espace riche en hydrocarbures", a précisé M. Loukachevitch.

"Nous espérons que ce scénario apocalyptique ne va pas se réaliser", a-t-il ajouté.

La base de Manas à l'aéroport de Bichkek, la capitale kirghize, sert actuellement au déploiement de l'essentiel des troupes d'occupation américaines en Afghanistan.

Pour la diplomatie russe, les Etats-Unis pourraient être tentés de lancer une offensive militaire contre l'Iran, arguant de son programme nucléaire, afin de prendre ensuite le contrôle des vastes réserves d'hydrocarbures des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale.

Moscou voit d'un mauvais œil la présence américaine en Asie centrale, une région très riche et qui était sous son contrôle jusqu'à la chute du régime soviétique en 1991.

Liban

[Le Liban met en garde Israël... depuis Téhéran](#)

L'Iran et le Liban ont évoqué dimanche un renforcement de leurs liens en matière de défense et mis en garde Israël contre toute agression, lors d'une visite à Téhéran du ministre libanais de la Défense, Fayez Ghosn, selon les médias iraniens.

"Renforcer l'armée libanaise fait partie des stratégies politiques de la République islamique" d'Iran et la sécurité du Liban "joue un grand rôle dans la stabilité de la région", a déclaré le ministre iranien de la Défense, Ahmad Vahidi, selon le site internet de la télévision d'Etat iranienne Irib.

"L'Iran et le Liban se sont toujours soutenus mutuellement et nous espérons que les interactions bilatérales vont augmenter", a de son côté assuré M. Ghosn. Le ministre libanais a également mis en garde Israël contre "toute attaque irresponsable contre le Liban", assurant qu'une telle offensive se heurterait à "une armée forte et unifiée et à la résistance (Hezbollah)" et serait vouée à "une autre défaite", en référence à la guerre de 2006.

M. Ghosn a également rencontré le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui a lui aussi ironisé sur Israël, alors que l'Etat hébreu souffle le chaud et le froid sur une éventuelle attaque militaire des sites nucléaires iraniens. "S'il trouve une occasion, il va massacrer toutes les nations de la région (...). Mais grâce à Dieu, ces vœux n'ont pas été réalisés", a déclaré M. Ahmadinejad selon le site internet d'Irib. 26/02/2012

http://www.lorientlejour.com/category/%C3%80+La+Une/article/746935/Le_Liban_met_en_garde_Israel..._depuis_Teheran.html

Pakistan

Le président pakistanais - Asif Ali Zardari - : le Pakistan ne fournirait pas de base à l'armée américaine si Washington avait pour intention d'attaquer l'Iran.

Le président pakistanais a fait savoir à son homologue iranien que le Pakistan ne fournirait pas de base à l'armée américaine si Washington avait pour intention d'attaquer l'Iran, et que le Pakistan soutiendrait l'Iran contre toute agression étrangère.

Le président pakistanais a fait cette promesse lors de sa rencontre avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, arrivé jeudi au Pakistan pour participer à un sommet trilatéral de deux jours entre le Pakistan, l'Afghanistan et l'Iran.

Le président pakistanais promet un soutien à l'Iran en cas d'agression étrangère

Le président pakistanais Asif Ali Zardari s'est engagé à soutenir l'Iran en cas d'invasion du pays par des forces étrangères.

Jeudi, MM. Zardari et Ahmadinejad ont eu un tête-à-tête au cours duquel les deux présidents ont discuté de coopération bilatérale politique et économique.

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-381/1202181482001541.htm>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19